

## Rapport ANR Sov – Cheminement intellectuel

Doc. 30/03/2020

### Tâche 2 - De l'expérience subjective à l'engagement collectif

1. Objectifs de la tâche 2 : De l'expérience subjective à l'engagement collectif.
  2. Responsables, membres de la tâche et chercheurs associés.
  3. Cadres théoriques : une approche anthropologique, phénoménologique et processuelle.
  4. Choix des principaux terrains d'enquête : Pays basque et Sud-Ouest de la France.
  5. Principaux résultats.
  6. Séminaires.
  7. Publications.
  8. Prolongements/angles morts : Gouvernement par l'exception, régulations (technologiques, digitales) et représentations/cadres de la violence.
  9. Autres travaux en cours de réalisation
- .....

#### 1. Objectifs de la tâche 2 : De l'expérience subjective à l'engagement collectif.

L'ambition de cette tâche est de tenter de **comprendre les mécanismes qui interviennent dans la production des processus d'entrée, de persistance, de non-entrée de la violence** chez des individus visiblement inscrits dans nos sociétés, mais qui entrent finalement en rupture avec elle sur un mode agressif, voire contre social (le projet terroriste étant la forme la plus prononcée). Elle s'inscrit à la fois dans une perspective processuelle et d'analyse des configurations sociales, territoriales, institutionnelles au sein desquelles prennent place ces processus, en cherchant notamment à comprendre comment se produit le **passage entre l'expérience subjective (prise dans un sens phénoménologique) et l'engagement collectif, en prenant en compte la formation de nouveaux collectifs (néo-familiaux notamment).**

#### 2. Responsables, membres de la tâche et chercheurs associés.

2.1. L'animation de cette tâche est placée sous la responsabilité de Jérôme Ferret (MCF HDR (EHESS) en sociologie à l'Université Toulouse 1 Capitole, co-directeur de

la MSHS de Toulouse) et de Michel Wieviorka (directeur d'études à l'EHESS et Président du directoire de la FMSH).

2.2. Les chercheurs directement associés à cet axe sont : Bartolomeo Conti (chercheur au CADIS – EHESS), Bruno Domingo (chercheur contractuel à l'Université Toulouse 1 Capitole et MSHS de Toulouse), FarhadKhosrokhavar (directeur d'études chercheur au CADIS – l'EHESS), Marie Kortam (chercheure à l'Institut Français du Proche Orient – IFPO) et Alfonso Pérez-Agote (PR de sociologie à l'Université Complutense de Madrid et chercheur au CADIS – EHESS).

2.3. Ont également participé aux échanges dans le cadre de cette tâche: Sylvain Antichan (FMSH), Ricardo Peñaranda(Colombie) , William O' Neill, le réseau « *État et gouvernement par l'exception* » (Université de Coimbra, Portugal), Pascal Marchand (Plateforme Radicalités et Régulations, MSHS T). Nous avons également décidé d'associer à nos travaux l'université de Coimbra qui travaille depuis des années sur les effets politiques de l'exceptionnalisme : UC-CES: João Pedroso, António Casimiro Ferreira, Paula Casaleiro, Andreia Santos, Patrícia Branco, Maria João Guia ; le réseau *Droit et Société*: Jacques Commaille (...), Christian Mouhanna (CESDIP CNRS). Nous avons également associé l'équipe française Dynamie à l'université de Strasbourg : Nicolas Amadio et Rachel Sarg qui vient de lancer un Master en sociologie sur ces thèmes et un cycle de séminaires.Ont été également associés en juillet 2018 des chercheurs étrangers de l'Université de Cape Town (criminologie): Guy Lamb, Mark Shaw, AnineKriegler, John Cartwright, Clifford Shearing qui nous ont signalé au cours de nombreux échanges l'importance des représentations notamment quantifiées de la violence. Nos échanges réguliers avec Randall Collins, ancien président de l'ASA, spécialiste de la micro-sociologie de la violence nous ont aussi poussés à regarder de près les représentations sociales de la violence, à travers notamment les constructions médiatiques et plus récemment sauvages à travers les réseaux numériques.

2.4. L'équipe SOV tâche 2 a intégré dans son équipe des membres de la plateforme *Radicalités et Régulations* adossée à la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société de Toulouse (MSHST). L'équipe a intégré dans son équipe des membres de la plateforme *Radicalités et Régulations* adossée à la Maison des Sciences de l'Homme

et de la Société de Toulouse (MSHST) : Pascal Marchand (PR info-com, Université Toulouse 3) David Vavassori (PR en psychologie l'Université Toulouse 2), NacerKassous (juriste, vacataire sur le projet) et Abderrahim El Janati, politologue (les deux derniers préparant un doctorat sous la direction de Jérôme Ferret), ainsi que Max Lagarrigue (historien et journaliste, spécialiste de la criminalité et des réseaux islamistes à Toulouse et sa région) et Sylvain Duchamp, journaliste d'investigation à France3 Occitanie et spécialiste des réseaux djihadistes dans le sud de la France. Cette équipe a également intégré en stage Alexandre Gassier, étudiant.

### **3. Cadres théoriques : une approche profondément anthropologique, phénoménologique et processuelle**

3.1 Le cadre général de notre problématisation a été celui de **l'analyse des différents processus de subjection/désubjectivation mais aussi de resubjectivation/hypersubjectivation** qu'il est possible d'identifier dans les trajectoires d'engagement individuels et collectifs dans la violence (Touraine, 2018 ; Wieviorka, 2020 ; Khosrokhavar, 2018). La période au cours de laquelle nos travaux de recherche ont été conduits a été marquée à la fois par la perpétration d'actes de terrorisme sur le territoire français et plus largement européen mais aussi par une forte mobilisation des autorités autour des enjeux de prévention et de lutte contre « la radicalisation ». Il a aussi donné lieu à différents débats d'experts dans le champ médiatique en opposant, selon nous de manière de façon trop simpliste et mécanique, les tenants des thèses relatives à une « radicalisation de l'islam » (Kepel et Rougié), contre celles d'une islamisation de la radicalité (Roy). Ce contexte particulier a influé sur les cadres et même sur le choix de certains des objets sur lesquels ont porté les différents travaux conduits par l'équipe de recherche. **Il a notamment conduit à une forme de resserrement autour d'une logique de comparaison centrée sur des cas (*case studies*) précis plutôt que sur des aires culturelles, même si la composition de l'équipe et leurs domaines de recherche ont permis d'élargir la focale dans une perspective heuristique.**

3.2. Ouvrir la notion de « radicalisation » à la critique d'une théorie sociologique plus générale.

Il s'agissait, dans ce même contexte, d'ouvrir la notion large et ambiguë, sinon contestée, de « radicalisation » à la critique, à partir de son examen dans le cadre d'une théorie générale en sciences sociales, en insistant sur les rapports entre des processus et des contextes, et tout en assumant une part d'imprévisibilité dans les comportements des personnes (Grossetti, 2004).

### **3.3. Dépasser les enjeux définitionnels et les modélisations faiblement ancrées dans des travaux empiriques.**

La plus grande difficulté concerne sans aucun doute la variabilité des définitions, catégories, concepts voire nosographies mobilisées dans les champs scientifiques et sociaux pour traiter de ces enjeux. Des travaux ont donné lieu au cours des vingt dernières années à des modélisations nombreuses qui tentent de cerner les différentes dimensions et/ou phases de ces processus, en mettant l'accent sur divers mécanismes (psychologiques, psycho-sociaux, sociaux, politiques).

Pour autant, on doit constater qu'en dépit de leur intérêt en termes heuristiques et de la montée en généralité qu'ils proposent, ces différentes définitions et modèles procèdent souvent en assemblant une série de variables nombreuses. Comme le soulignent Hafez et Mullins, nous avons les pièces du puzzle de la radicalisation sans néanmoins avoir la certitude sur la manière de les agencer (Hafez and Mullins, 2015, 959).

De plus, ces modélisations peinent souvent à s'inscrire dans des recherches empiriques détaillées et apparaissent le plus souvent décontextualisées. Il est donc rapidement apparu qu'un *retour au terrain était indispensable* afin de permettre de les prendre véritablement au sérieux.

### **3.4. Développer une approche configurationnelle et processuelle.**

Il s'agissait ainsi au départ :

- 1/ de confronter entre elles des analyses déjà existantes mais éparées, portant sur différents cas d'études ;
- 2/ de les croiser selon des lignes thématiques afin de dégager des modes et des schémas de radicalisation(s) et d'engagement(s) plus généraux dans la violence ;
- et 3/ d'effectuer de nouvelles études à partir de l'identification de niveaux ou catégories mal ou peu traités.

L'ambition étant de pouvoir dresser une typologie multi-niveaux permettant ainsi d'aller du plus individuel au plus global, sans sous-estimer, ni surévaluer les spécificités nationales ou régionales des acteurs envisagés, et en apportant des connaissances davantage transversales. Il est apparu néanmoins progressivement nécessaire de développer une *approche configurationnelle* qui articule les niveaux micro, méso et macro. Au niveau micro, il est apparu intéressant d'approfondir, à partir d'études de cas, l'analyse comparée des carrières. Dans cette perspective, l'entrée, la persistance (avec ses *turning points*) et la sortie des carrières constituent des points importants de l'analyse.

**Plusieurs cadres théoriques ont été ainsi directement ou indirectement mobilisés, tels par exemple ceux d'Andrew Abbott(2015), de Michel Grossetti(2004) ou de Claire Bidart(2010), mais aussi les apports des travaux du courant de la « life course criminology » (Farrington et al., 2018), ou des carrières biographiques (Dubar et Nicourd, 2017).**

Dans le cadre de ces analyses, il est aussi apparu intéressant de comprendre pourquoi, sur certains territoires, il existait des modes de refus de la violence de la part de certains individus, des modes de résistances, des facteurs de protection. Il ne s'agit donc pas seulement de rapporter des parcours de vie révélant une continuité reconstruite de façon souvent téléologique mais de faire apparaître des principes plus généraux de structuration des comportements à partir de thèmes transversaux jugés révélateurs et d'une théorisation ancrée (Glaser et Strauss, 2017).

Cette posture conduit à dépasser la compréhension des parcours individuels pour les contextualiser et les comparer avec d'autres types de parcours dans le même milieu radical (ou de les rapprocher de cas similaires, également appréhendés à partir d'une logique détaillée). L'analyse de ces trajectoires doit donc prendre en compte le niveau méso, la constitution des groupes et des réseaux sociaux. Tenter de comprendre comment peuvent se constituer des projets violents et des communautés de violence dans des environnements situés, géographiquement et socialement originaux, mobilisant par exemple des réseaux relationnels spécifiques de type communautaire ou affinitaires, est nécessaire pour ne pas modéliser dans le vide. Les entrées - sorties de la violence peuvent être appréhendées à la fois aux niveaux micro (l'individu), méso (le groupe) et macro (la société). Ces trois dynamiques peuvent être considérées comme semi-autonomes : on doit alors les penser comme ayant leurs logiques,

temporalités et topographies propres. Il s'agit ainsi de combiner les échelles d'analyse plutôt que de les opposer. Ces dynamiques peuvent être convergentes lorsque, dans une société, la violence est abandonnée en tant que matrice culturelle et que les groupes violents et leurs membres cessent également leurs divers engagements violents. Néanmoins, on peut imaginer d'autres hypothèses moins simplistes, pour lesquelles ces dynamiques de sortie de la violence ne sont pas totalement alignées, voire sont contradictoires avec les dynamiques sociales plus générales.

### 3.5. Explorer des dimensions plurielles des phénomènes.

**A l'opposé d'analyses ne valorisant qu'une seule dimension des phénomènes, nous avons progressivement cherché à explorer des causalités complexes, relationnelles et multi-niveaux (micro, méso, macro), tout en conservant une perspective phénoménologique pour comprendre les actions des acteurs étudiés.** Il ne s'agit donc pas seulement de rapporter des parcours de vie révélant une continuité reconstruite de façon souvent téléologique mais de faire apparaître des principes plus généraux de structuration des comportements à partir de thèmes transversaux jugés révélateurs. Nous les avons distribués sur les niveaux micro (individu), méso (groupes) et macro (société) tout en conservant à l'esprit qu'ils s'articulent dans la réalité et que certains thèmes peuvent apparaître à plusieurs niveaux d'analyse.

<b>Niveau micro</b>	Pathologie - Rationalité - Sujet - Acteur
	Position sociale - Age - Genre - Ressources
	Socialisation - Dispositions - Habitus - Mises en action de la violence
	Émotions - Frustrations
	Quête de sens - Croyances
	Trajectoire - Entrée - Persistance - Désengagement / Désistance
	Bifurcations violentes (carrière criminelle) et non violentes

<b>Niveau méso</b>	Lieux et géographie – Espaces de socialisation radicale
	Espaces et réseaux sociaux (famille, amis, etc.)
	Structure organisationnelle (Organisations – Réseaux – Mouvements – Anti-mouvements)
	Médiateurs radicaux - Effets charismatiques - Embrigadement - Propagande
	Soumission à l'autorité - Logiques sectaires
	Apprentissages et rationalisations de la violence
	Mise en action groupale de la violence
	Régulation et contrôle individuel et groupal de la violence

	Capitaux violents et conversion des capitaux
	Concurrences et violences inter-groupes
	Intensification ou abandon groupal de la violence
	Désengagement – Reconfiguration des réseaux – Dissolution

<b>Niveau Macro</b>	Contexte social - Dépression économique ou morale - Transition
	Brutalisation des sociétés – Militarisation
	Idéologies - Discours - Imaginaires - Mémoires
	Mutations technologiques - Internet
	Cultures de la violence - Mise en action sociétale de la violence (génocides - répression - mouvements sociaux - émeutes)
	Policing - Action répressive - Justice - Renseignement – Violence d’Etat
	Structure et reconfiguration de l’Etat - Transformation des médiations politiques - Ouverture /fermeture du système politique
	Processus de civilisation - Abandon de la violence

Ces différentes dimensions des phénomènes ont ainsi été explorées mais sans néanmoins être abordées comme des facteurs explicatifs, de simples variables qu’il s’agirait simplement de faire varier statistiquement en fonction des terrains de recherche ou des aires culturelles afin de dégager des systèmes explicatifs généraux. Nous pensions d’ailleurs dès le départ que « *ces différentes dimensions pourraient ainsi être traitées de manière systématique, à partir de plusieurs terrains d’étude, afin de permettre une analyse multiniveau et de dresser des typologies transversales* » (projet de WP1 de l’ANR). Nous avons anticipé la difficulté de la comparabilité des phénomènes et de la montée en généralité, en soulignant que « *si la comparaison entre les différents terrains posera sans aucun doute de nombreuses questions méthodologiques, on peut déjà imaginer travailler au repérage de variations dans les cas, qui nous en apprendra davantage à la fois sur les terrains et les problématiques à investir, et sur les différentes dimensions repérées* » (Becker, 2016, p. 12). Cette intuition initiale s’est plus que confirmée en abordant les différents terrains d’étude, conduisant à recentrer la comparaison sur un nombre limité de cas approfondis (small N cases) et la valorisation d’approches anthropologiques, phénoménologiques, mais aussi souvent relationnelles et processuelles (Abbott, 2016).

#### **4. Choix des principaux terrains d'enquête : Pays basque et Sud-Ouest de la France**

##### **4.1. Choix des terrains.**

En prenant en considération les observations et positionnements théoriques et méthodologiques précédents, on a cherché à investir deux terrains principaux, qui ont permis de travailler sur nos hypothèses à partir d'études de cas, mais aussi d'une approche plus globale résultant de la connaissance approfondie de ces terrains par certains membres du groupe de recherche.

##### **4.2. Terrain Pays basque français et espagnol (« radicalisation » ethno nationaliste basque).**

Un certain nombre de travaux ont été conduits sur ces terrains qui questionnent les violences liées au nationalisme basque (Hermant, 1992 ; Wieviorka, 1997 ; Chalvidant, 2003 ; Izquierdo, 2003, 2004, 2006 ; Sánchez-Cuenca, 2007 ; Crettiez, 2010 ; Perez-Agote, 2006 et 2010 ; Loyer et Aguerre, 2008 ; Lacroix, 2011 ; Ferret 2014 ; van den Broek, 2015 ; Rogelio and Diaz, 2016 ; Anwen et al., 2017 ; Leonisio et al., 2017 ; Murua 2017). Ces travaux rendent notamment compte des transformations du nationalisme, des conflits politiques et de l'émergence de la violence, notamment avec les évolutions d'ETA et celles de la structure du pouvoir politique (guerre civile, franquisme, démocratie). Néanmoins, depuis l'abandon des armes par ETA, on sait encore peu de choses sur la manière dont le Pays Basque est sorti de la violence, comment les militants et nationalistes ont transformé leur rapport à l'État et converti ou pas leurs habitus et capitaux liés à la violence (Izquierdo, 2004 ; Lacroix, 2013 ; Ferret, 2014 ; Loyer, 2015). Comment les populations locales, les jeunes abordent-ils cette nouvelle phase post-armée ? Du côté de l'État, on peut également faire l'hypothèse d'une transformation du policing et de l'action répressive dans ce contexte nouveau de démobilisation des organisations terroristes (Crettiez et Ferret, 1999 ; Cano Paños et al., 2012 ; Vuelta et al., 2012). Les filiations mémorielles, amicales, familiales se sont-elles recomposées dans leur rapport à la violence politique et selon quelles modalités ? Il apparaît d'autant plus intéressant d'aborder ces questions que des tensions liées à la Catalogne s'expriment actuellement en Espagne, qu'émergent et se structurent de nouvelles offres politiques et mouvements



sociaux (Ferret, 2016), et que le terrain choisi permet d'en comparer les dynamiques sur une base comparative France / Espagne.

#### **4.3. Terrain sud-ouest en France (« radicalisation » djihadiste).**

En France, les études portant sur les individus dits « radicalisés » violents sont, à l'exception de quelques travaux scientifiques (Khosrokhavar, 2014, 2015, 2016 ; Kepel, 2015 ; Roy, 2016 ; Benslama, 2016) et journalistiques (Baouz, 2016 ; Thomson, 2014 et 2016 ; Suc, 2016 et 2018) d'une assez grande faiblesse empirique. Si l'on dispose également de quelques études générales permettant d'identifier quelques caractéristiques sociales, on sait finalement peu de choses de la construction des milieux radicaux en France, des trajectoires individuelles et des habitus. Ces études sont généralement construites à partir de quelques entretiens réalisés dans le cadre d'une prise en charge clinique ou sociale, ou de rapports de police (Micheron, 2020).

La question de l'échantillonnage, de la représentativité, de l'extrapolation des résultats ne sont jamais véritablement discutés. Et le plus souvent, les éléments de contextualisation et l'ancrage dans des terrains précis manquent cruellement. La question des contextes et des dynamiques locales jamais abordée (sauf Khosrokhavar, 2016 ; Kepel, 2015). Quelques témoignages d'acteurs, anciens islamistes ou djihadistes (Benchellali M, 2016 ; Bouzard et Benyettou, 2017 ; Vallat, 2016 ; Torres et al., 2016 ; Louizi, 2016) permettent d'aborder la subjectivité des acteurs mais sans cadre d'interprétation théoriquement structuré. D'autres travaux ethnographiques arrivent à rendre compte de certaines trajectoires, mais elles sont souvent réalisées dans le contexte carcéral (Khosrokhavar, 2016), c'est-à-dire au terme du traitement institutionnel de la violence et non dans ses moments de formation. D'autres recherches permettent encore de cerner des éléments de la socialisation salafie ou de l'islamisme militant en France et en Europe (Adraoui, 2013 ; Zegnani, 2013 ; Inge, 2016) et questionnent ses rapports ambigus à la violence.

A partir de ce premier état des lieux, on peut considérer qu'il n'existe pas d'étude véritablement ancrée empiriquement sur ces questions et qui prennent en compte à la fois les trajectoires des acteurs et leurs milieux de vie. On souhaite ainsi revenir à une échelle locale qui puisse entrer dans le détail des trajectoires, des réseaux territorialisés, des circulations, des logiques familiales et affinitaires, des traitements

institutionnels. On ne dispose pas, par exemple, d'une recherche telle que celle de Dominique Thomas sur le Londonistan (2005) et qui prendrait en outre en compte des éléments ethnographiques et qualitatifs. Pour cela, nous avons cherché à partir d'un terrain local pour comprendre ces phénomènes et ces acteurs, dans le cadre d'une approche configurationnelle et processuelle telle que décrite plus haut. Ce terrain a été Sud-Ouest toulousain, des quartiers de la ville de Toulouse, mais aussi et surtout du réseau de petites villes (ex : Moissac/Lavaur/Lunel), qui irriguent le territoire autour de cette ville-centre. Gilles Kepel souligne en effet que, dès les années 1960, des entrepreneurs de radicalité et des organisations se structurent autour de Toulouse (Kepel, 2015) qui vont d'ailleurs donner lieu à la constitution de filières irakiennes au milieu des années 2000, à la séquence terroriste de Mohamed Merah, et au départ de certains Toulousains, Albigeois, Lunellois, etc. vers l'Etat islamique de Daech, en tant que simples combattant ou cadres de l'organisation. La filière d'Artigat et les nombreux individus qui s'y sont croisés est révélateur de cette imbrication entre réseaux d'alliances locaux autour de la violence, dynamiques familiales, trajectoires individuelles.

4.4. D'autres terrains ont été intégrés dans la dynamique de ce WP, notamment ceux de Marie Kortam sur les camps de Palestiniens au Liban. Ses observations tentent de rendre compte du changement de l'organisation de Usbat Al-Ansar Al-Islamiya (UAA) depuis sa naissance et de répondre à la question des conditions de sa « déradicalisation ».

## 5. Principaux résultats

**5.1 L'axe spécifique *De l'expérience subjective à l'engagement collectif*** se spécialise dans l'étude, à notre sens sous-investie, des dynamiques familiales, territoires, réseaux et processus entrées/non entrées/ sorties de la violence. En effet, les membres de cette tâche ont rapidement convenu de la faiblesse ou du caractère trop généraliste des travaux conduits sur les questions, notamment au travers du prisme de la « radicalisation ». Ils ont ensuite convenu de la nécessité, dans le cadre de l'ANR Sov, de travailler à partir d'une approche principalement anthropologique pour aborder ces phénomènes, en développant des recherches originales centrées sur des terrains particuliers, notamment mais pas seulement

autour d'études de cas, avec l'ambition de les mettre en regard dans une perspective comparatiste. La composition du groupe a surtout permis de travailler autour de deux types de violences, celles liées à **l'islam à référent radical** (avec FarhadKhosrokhavar, Bartolomeo Conti, Jérôme Ferret et Bruno Domingo) et celles liées aux **nationalismes radicaux basques et catalans** (avec Alfonso Pérez-Agote et Jérôme Ferret).

**5.2 Les résultats de ces travaux, ont ainsi laissé apparaître que la violence de type terroriste ne pouvait pas être désencastrée d'autres types de violences, notamment sociales, familiales et criminelles mais aussi institutionnelles.**

De ce point de vue, la violence terroriste n'apparaît pas autonome, dans la plupart des cas, par rapport à ces autres types de violence. Ainsi, nos travaux ont-ils mis à jour – notamment par la mise en œuvre de reconstruction de processus – que la violence terroriste pouvait être abordée, du point de vue individuel mais aussi collectif (avec la mise en place de groupements pouvant basculer dans des dynamiques de violence), comme une conséquence de ces autres violences. Mais ils ont aussi montré, en prenant en compte les temporalités particulières, qu'elles pouvaient aussi s'hybrider avec ces dernières, voire s'autonomiser à certains stades de l'analyse des processus. Ainsi, si ces autres violences (sociales, familiales, criminelles, institutionnelles) peuvent être considérées à certains stades comme ayant une relation de type causal avec la violence terroriste, cette dernière apparaît également à moment donné comme émergeant et se perpétuant à partir d'une dynamique autonome par rapport aux premières.

**5.3 Il a aussi ainsi été possible d'observer divers processus d'hybridations voire d'encastres de cette violence radicale avec d'autres dynamiques sociales.**

D'une part, cette hybridation a pu opérer avec le champ de **l'orthodoxie religieuse** (même si ces dynamiques varient selon les individus et les terrains investigués) en reconstruisant cette dernière autour de nouveaux prismes intégrant la possibilité de la violence, le plus souvent avec la constitution de nouveaux groupements qui fonctionnent comme des alternatives et ou des substituts familiaux, à la fois sur les

plans matériels et symboliques. Ainsi, FarhadKhosrokhavara notamment identifié cette dynamique en prenant pour exemple la néo-Oumaofferte par Daech et le rôle des processus d'hyper subjectivation qui se sont joués dans ce contexte. Il identifie notamment une variabilité des ressorts de ces engagements selon les types de familles (famille patriarcale décapitée, famille néo-traditionnelle en crise, famille recomposée, etc.) (Khosrokhavar, 2018). Les différentes études de cas qui ont pu être menées dans le cadre de cette tâche de l'ANR s'inscrivent dans ce même constat, qu'il s'agisse de l'étude de Jérôme Ferret sur « Ripoll », de Bruno Domingo sur le « clan Merah », de Bartoloméo Conti sur la filière de « Cannes-Torcy ».

Un deuxième type d'hybridation que les tenants de cette tâche ont pu repérer concerne le rôle des logiques notabiliaires classiques sur les territoires investigués. Certains ressorts de l'engagement violents sont ainsi à trouver dans les formes de compétition élitaires locales et l'incapacité des acteurs à y occuper une place qu'ils jugent satisfaisante. Ces notabilités locales peuvent être de plusieurs ordres : politiques et sociales, criminelles ou encore religieuses. Par exemple, l'incapacité de tenir une place comme imam de quartier ou encore comme opérateur important dans le cadre d'activités criminelles, tels les trafics de stupéfiants, ont pu conduire certains acteurs à des formes de marginalisation par rapport à ces champs hyperconcurrentiels qui opèrent comme des marchés où de nombreux acteurs sont en lutte pour obtenir ou conserver une position. Ces notabilitésreligieuses ou criminelles s'hybrident avec certaines notabilités politiques traditionnelles et créent au niveau local des formes de régulations par le jeu d'interconnaissance entre les acteurs et des places assignées (et permettant de fait d'intégrer dans un équilibre subtil diverses formes de radicalité). Néanmoins, les perdants de ce jeu ne sombrent pas tous et toujours dans une forme de simple retrait mais tendent aussi à créer des **notabilités alternatives**, des groupes néo-élitaires, selon des modalités qui ne sont pas celles du jeu global. Ces formes de rupture apparaissent comme des choix par défaut au départ mais finissent par faire sens sur un plus long terme autour de projets qui n'évacuent pas la violence en tant que principe, voire la valorisent du point de vue idéologique, et parfois la mettent en œuvre.

Un troisième type d'hybridation de cette violence radicale consiste dans les interactions identifiées avec les formes desurveillance ou de répressions

institutionnalisées. La radicalité et la violence se construisent souvent dans un rapport antagonique à « l'Etat » wébérien, monopolisant la violence physique légitime et mettant en œuvre des stratégies différenciées de surveillance, de répression, de mise en ordre de la société. Ce travail de l'État n'est pas neutre et a un impact sur la constitution des radicalités et leurs dynamiques locales. Il s'agit là d'un phénomène qui est clairement apparu dans les évolutions de la radicalité et le rapport à la violence dans le cadre du « problème basque » étudié par Perez-Agote mais aussi par Jérôme Ferret.

On retrouve cet enjeu dans le recours à la violence des militants et mouvements que l'on positionne à l'extrême-gauche du champ politique (identifiés dans le cadre du stage effectué par Gassier). On le retrouve également dans le travail de surveillance et d'encadrement des radicalités religieuses locales relevées par Ferret, Domingo et Conti. Marie Kortamsouligne quant à elle l'importance des cadrages étatiques et de la répression permettant aux individus, voire aux groupements radicaux, d'entrer dans une logique de sortie de leur radicalité violente.

#### **5.4. Plusieurs travaux ont été ainsi poursuivis et concrétisés dans cette perspective :**

Un travail de **Farhad Khosrokhavar** prenant pour base la comparaison entre les modes de **structuration du phénomène djihadiste en Occident**. Le jihadisme y est ici appréhendé comme un fait social total résultant de facteurs urbains, sociaux, anthropologiques, politiques mais aussi parfois psychopathologiques. Il pointe notamment les ressemblances et différences entre les jeunes occidentaux tentés par l'engagement djihadiste, qui mettent en lumière la crise des démocraties, la quête de sens et de savoir vivre ensemble. Ces travaux, ont notamment été accompagnés d'une réflexion sur l'interaction entre l'individu et le milieu de vie, notamment l'espace carcéral au sein de l'ouvrage *Prisons de France. Violence, radicalisation, déshumanisation : surveillants et détenus parlent* (Robert Laffont, 2018) et l'espace urbain (« Le djihadisme européen, les acteurs, les actrices et la structure urbaine », in *Confluences méditerranée*, 2018/2, 105). Ils pointent également l'émergence de nombreuses « cellules djihadistes occidentales » avec l'ambition de poser une première comparaison internationale entre ces unités.

Ces travaux sont prolongés par un travail plus spécifique de **Bartolomeo Conti** sur les modalités de structuration d'un réseau djihadiste particulier, la **filière dite de « Cannes – Torcy »**. L'analyse conduite est ici attentive à la genèse de ce groupe et à l'évolution des positions de ses différents membres jusqu'à la phase du passage à l'acte. Ce travail est conduit notamment à partir de sources judiciaires liées au procès de ce groupe. Il montre le poids des dynamiques collectives, le rôle des désaffiliations familiales et de ré affiliation que permet le groupe avec notamment l'existence de logiques charismatiques et générationnelles.

Ils ont aussi été prolongés par un travail de **Bruno Domingo** sur le « **clan Merah** » qui souligne comment la famille joue un rôle en tant qu'espace de circulation de la violence et comment le terrorisme apparaît finalement tardivement pour certains membres seulement de la fratrie. Cette émergence de la violence extrême apparaît à partir d'une série de *turning points* qui permettent de reconstruire une trajectoire de violence dans le cadre d'une biographie collective et non pas seulement strictement individuelle. La contribution souligne l'intérêt de travailler à l'analyse des carrières dans une perspective holistique d'une part (prenant pour objet la famille Merah dans son ensemble et les relations spécifiques qui se construisent entre ses membres) et sur la base de la reconstruction de séquences (sequenceanalysis).

Un autre terrain investi est celui de **la Catalogne et de la région de Barcelone (villes anciennement ouvrières déjà travaillées dans le cadre de l'HDR de Jérôme Ferret publiée en 2016), et notamment de la petite ville de Ripoll** d'où sont originaires les auteurs des attentats commis à Barcelone et Cambrils en 2017 revendiqués par l'État islamique. Ce terrain met donc en lien deux types de radicalités : celles liées au nationalisme catalan qui n'a pas débouché sur la mobilisation de la violence collective ou du terrorisme dans un cadre politique d'affrontement avec les autorités centrales à Madrid, et en même temps celles liées au djihadisme (notamment avec la constitution d'une cellule autour de la ville de Ripoll, petite ville dans laquelle Jérôme Ferret a engagé un long travail d'observation et de collaboration avec les services sociaux demandeurs de réflexivité). Ici encore, ce sont des processus et des micro-causalités qui ont pu être identifiées ainsi qu'une réflexion

sur la construction des dynamiques identitaires individuelles et collectives aux niveaux : subjectif/ groupal, local /national/transnational.

Ces terrains de recherche sont également mis en lien avec les connaissances déjà acquises à partir du cas du **nationalisme Basque** sur lequel continuent également de travailler Alfonso Pérez-Agote et Jérôme Ferret.

## 6. Séminaires

6.1. Ces différents travaux ont été débattus au cours de séminaires de travail. Plusieurs **séminaires communs se sont tenus à la Fondation de la Maison des Sciences de l'Homme (FMSH)** qui a permis de présenter les premières hypothèses et résultats et de les débattre collectivement avec les responsables des autres axes de l'ANR Sov. Les diverses recherches conduites dans le cadre de cet axe 2 de l'ANR valorisent plusieurs ancrages : démarche anthropologique, analyses sociogénétiques et processuelles, approche écologique avec la prise en compte des milieux concrets (notamment locaux et familiaux), comparatisme, afin de saisir les configurations et modes de structuration des dynamiques individuelles et collectives de la violence.

6.2. Montage d'une **working session** le 1/02/2019 à la MSHS Toulouse sur modèles familiaux et radicalités, FarhadKhosrokhavar, David Vavassori, Jérôme Ferret, NacerKassous, Bruno Domingo

6.3. La structuration de relations le programme **IPEV (International Panel on Exiting Violence)**. Les travaux menés au sein de cette tâche ont permis de construire des liens avec le groupe de travail « *la radicalisation, perspective comparatiste* » du programme IPEV, piloté par la FMSH et la Carnegie Fondation. Nous avons ainsi engagé - en cheville avec le WG1 du programme IPEV, un travail théorique et méthodologique en creusant un angle mort de la recherche actuelle sur les « radicalisations » à savoir les **relations situées (en prenant en compte des**

**écosystèmes territoriaux) entre intégrant différentes dimensions inter reliées : affectives, familiales, générationnelles et intergénérationnelles, histoire et rapports entre ascendants et descendants à l'intérieur de la famille.**

Nombre de questions restent ici sans réelle réponse définitive : **quelle transmission de la violence dans les familles et les groupes affectifs ?** Quelle place pour la gestion de la mémoire violente dans les histoires familiales? Que sait-on sur le contrôle social parental des jeunesses issues de l'immigration, ou de radicalismes nationalistes, par exemple ? Si l'on prend en compte la typologie proposée par FarhadKhosrokhavar (2018), on peut certes tenter de fouiller et complexifier les dynamiques de **familles djihadophiles** mais il est aussi important de travailler sur des hypothèses **de familles djihadophobes**.

6.4. La structuration de partenariats locaux notamment avec **les services de la Préfecture de la Haute-Garonne** mais aussi avec diverses structures institutionnelles (établissements pénitentiaires, services sociaux, municipalités, etc.).

## 7. Publications

Plusieurs publications ont été réalisées ou sont en cours dans le cadre de cet axe.

1/ Un **chapitre**(Ferret J., Khosrokhavar F., Domingo B., et al. 2019. « *Radicalisation : pour une lecture anthropologique, comparée et située de la radicalisation* »)dans le cadre du rapport final du programme IPEV (FMSH / Carnegie Corporation of New-York) avec référence à l'ANR Sov.

2/ Un **ouvrage collectif** sous la direction de FarhadKhosrokhavar, Jérôme Ferret centré sur les dynamiques familiales du djihadisme, publié chez Routledge (coll. Kevin McDonald). Cet ouvrage intégrera notamment une série d'études de cas qui ont pu être traités dans le cadre de cette ANR concernant notamment la filière d'Artigat (Khosrokhavar), celle de Barcelone et de Ripoll (Ferret), celle de Toulouse (Domingo) et de Cannes Torcy (Conti), tout en approfondissant les hypothèses transversales sur les liens entre anthropologie de la famille et engagement violent.



3/ Une **note de recherche** à destination de la préfecture de la Haute-Garonne posant les bases de la construction d'une socio-histoire du « jihadisme » à Toulouse et dans le sud de la France. L'objectif est de poser les bases théoriques et méthodologiques pour (re)construire ces dynamiques dans leurs dimensions à la fois socio-historique et relationnelles, sur un territoire (celui de Toulouse et de son bassin de vie), en mettant tout particulièrement l'accent sur les facteurs et les structures familiales et amicales, donc sur un niveau méso à l'articulation des processus de subjectivation individuelle et des dynamiques politiques nationales et internationales.

4/ Deux **ouvrages de vulgarisation/ dissémination destinés aux autorités locales** relatifs d'une part aux enjeux de prévention de la radicalisation (Domingo B. 2018. *Prévention de la radicalisation : comprendre pour agir*, Gazette des Communes – Edition Territorial) et de réaction aux nouveaux risques de terrorisme (Domingo, B. 2020. *Terrorisme : prévenir et réagir par l'action locale*, Gazette des Communes – Edition Territorial).

## **8. Prolongements: Gouvernement, régulations et représentations/cadrages de la violence**

8.1 Outre la nécessité d'investir une anthropologie située et comparée des processus de radicalisations, cette recherche collective a dévoilé progressivement (au gré de nombreuses discussions et d'un élargissement de l'équipe) une question sous-jacente cardinale, transversale à l'ensemble des tâches : **le gouvernement de la violence et la capacité des sociétés à gérer les violences notamment radicales.**

Cette problématique pose l'enjeu de la capacité à comprendre et à mesurer ces nouvelles manifestations des phénomènes de violence. Elle induit la prise en considération de structuration de nouvelles subjectivités individuelles et collectives, ainsi que de nouveaux dispositifs institutionnels; elle peut produire en retour la sensation d'une violence permanente, d'une urgence angoissante dans la société civile, mais en même temps, une mesure davantage objective permettrait de réduire le stress social et d'envisager une réponse publique plus adaptée. C'est, selon nous, en

particulier le cas, dans les politiques dites répressives, policières contre la radicalisation, en France, tout du moins.

8.2. Quand on parle de réponse publique visant à réguler ou empêcher ces violences, on parle d'abord des modes de **gouvernement des radicalités**. Cela recoupe les questions de *policing*, c'est-à-dire les réponses publiques à la violence ce qui suppose bien évidemment, si l'on prend le temps de l'épistémologie, les représentations de la violence, les **cadres cognitifs qui alimentent les intelligences policières** structurant les décisions et les **discours publics** sur les violences. Comment se représente-t-on le niveau de violence dans une société donnée ? Comment cette quantification oriente-t-elle des politiques publiques et les représentations de la violence ? Et on le sait, ces *design* de politiques peuvent comporter ce que la psychologie sociale appelle des biais cognitifs d'agentivité, c'est-à-dire établir des causalités simples, voire parfois erronées, ou encore des formes de surgénéralisation (« les périodes post-conflits » sont synonymes de la montée de la violence » ou « le salafisme est un producteur de djihadisme », par exemple). Sortir de la violence suppose ainsi de disposer d'instruments qui permettent de regarder objectivement son intensité, sans l'exagérer ou la sous-estimer.

8.3 Cette approche implique aussi de se pencher sur les **processus décisionnels individuels et collectifs** qui mettent en jeu de très nombreux acteurs (autorités et forces) de police aux métiers distincts (renseignement, judiciaire, de sécurité publique, justice, administration pénitentiaire, etc.), aux positionnements institutionnels différents (DGSE, DGSJ, DGPN, DGGN, Polices locales, Parquets, magistrats instructeurs etc.), des rationalités et échelles concurrentes (administratives et/ou judiciaires; intérieures et/ou extérieures; nationales et/ou locales), des temps multiples (urgence vs moyen vs long terme), des espaces d'échanges d'information et de décision nouveaux, etc.

Ce gouvernement des radicalités, de la violence et des violences, suppose pour les autorités de mieux maîtriser leurs processus décisionnels et de comprendre comment se forme l'expertise, le jugement et la décision sur ces matières en prenant en considération les nouveaux contextes. Ce sont des domaines des sociétés du risque qui doivent aujourd'hui être mieux compris à la fois dans leurs dimensions individuelles

(celle de la décision et des décideurs politiques), mais aussi bureaucratiques, aux niveaux organisationnels et inter organisationnels. Ce sont aussi les modes **d'instrumentation de l'action publique** qui peuvent être interrogés dans cette perspective, puisque la volonté de maîtriser ces nouvelles problématiques (ou ces anciens enjeux en transformation) s'est accompagnée de la mise en œuvre de nouveaux instruments à visée anticipatrice, évaluative, voire prédictive.

8.4 Ce travail d'**objectivation** peut permettre de dévoiler plusieurs scénarios : on peut considérer comme en Colombie ou au Pays Basque espagnol que la violence politique reste une priorité pour les pouvoirs en place et que l'on aboutisse à une forme de concentration de tous les moyens de l'État contre cette violence. Or cette violence est peut-être sur le déclin alors que la violence criminelle ou la délinquance de rue peut, elle, objectivement augmenter et ne susciter qu'un sous-investissement public. Autre scénario étudié avec des collègues d'Afrique du Sud que nous avons rencontrés lors de l'été 2019 lors d'une visite exploratoire : en Afrique du Sud, beaucoup de gens pensent que les crimes violents ont commencé à augmenter en 1994 et ont continué à augmenter depuis lors. Le travail des sociologues Shaw et Kriegler, qui ont retracé les taux de meurtres nationaux depuis plus d'un siècle, montre que les deux dernières décennies ont au contraire connu une amélioration sans précédent de la sécurité physique de la grande majorité des habitants du pays. Le taux d'homicides n'a pas commencé à augmenter en 1994. En effet, c'est exactement le contraire qui s'est produit. Ce taux est d'ailleurs revenu à peu près au niveau où il était dans les années 1970. On estime en effet que seulement environ 20% du pic observé dans les années 1980 est directement attribuable au conflit politique. Les périodes de bouleversements politiques et sociaux ont tendance à faire augmenter les taux de l'ensemble des crimes, pas seulement les crimes politiques. Et les taux enregistrés d'autres crimes (tels que le vol et le viol) ont également augmenté rapidement au même moment que le meurtre.

8.5. Plusieurs hypothèses tirées à partir de l'histoire sud-africaine pourraient être testées aux États-Unis ou en Europe :

- La causalité entre violence et conflit politique : il se peut simplement que les niveaux élevés de violences observées autour de 1994 aient été anormaux et

directement liés à la dynamique de conflit politique et à la transition (par exemple en relation avec la rupture, **la normalisation de la violence comme moyen de résolution de conflit**, le traumatisme, la disponibilité des armes à feu, ...) et que la récupération de ces conditions a demandé du temps. En Europe et en France, il s'agirait, par exemple, de revenir sur les différentes conflictualités qui émergent depuis une vingtaine d'années au moins, qu'il s'agisse des émeutes urbaines, de la hausse des violences interpersonnelles, du retour de la confrontation violente dans la manifestation, mais aussi sur toutes les nouvelles formes de mobilisation qui pensent un refus ou une modulation de l'accès à la violence. Il s'agit de les penser dans une forme de transversalité ou encore d'écologie et d'envisager si elles sont porteuses de conflictualités permettant ou non de faire émerger de nouveaux équilibres sociaux ou socio-politiques. Si les processus démocratiques mettent à distance la violence, voire la condamnent, en tant que comportements politiques, on doit néanmoins constater que ce cadrage est loin de toujours trouver une vérification empirique. Ce décalage n'est d'ailleurs pas sans conséquences sur les représentations collectives et le pouvoir d'agir en démocratie. Penser et comprendre la place de cette violence (et les types de violences) en démocratie est encore un point aveugle des recherches.

- La consolidation de l'État : il se peut que les niveaux élevés de violences, autour de 1994, aient été aussi liés aux défaillances de la capacité et de la légitimité de l'État, et que l'État post-apartheid a progressivement réussi à consolider sa **pacification du contrôle** (par exemple en développant les services publics, le bien-être social, l'éducation, l'application de la loi, etc.). Cette problématique renvoie aux modalités de compréhension de la sortie de la violence au moyen de moyens suffisamment légitimes de maintien/rétablissement de l'ordre public par l'État. Il s'agit d'un problème tout à fait important pour les États contemporains aujourd'hui mis en difficultés sur leurs capacités à maintenir ou à rétablir l'ordre public dans un contexte où la demande de transparence se renforce, la contestation de certaines formes d'autorité verticale sont questionnées au bénéfice d'une demande parfois paradoxale de pouvoir horizontal, et que la légitimité politique s'érode.

- Modernisation sociale et sortie de violence : l'aboutissement d'un processus de modernisation sociale/culturelle pourrait se traduire par la progression des valeurs de **maîtrise de soi et d'individualisme venant remplacer celles du tribalisme et de l'autodéfense**. La capacité des individus ou des groupes à intégrer des modalités cognitives ou actionnelles visant à limiter la violence ou tout du moins à la domestiquer dans leurs rapports conflictuels ou d'affrontement nous semble également un enjeu pour de futures recherches.
- Conditions socio-économiques : il se peut enfin que des communautés (townships) à fort risque de violence aient connu en Afrique du sud **des améliorations des conditions matérielles de vies de leurs habitants, de sorte que la violence n'est plus une alternative aussi attrayante et que des mécanismes de survie non criminels se mettent en place progressivement**. Cette hypothèse revient à questionner à nouveau les causes profondes de la violence (*root causes*) dont on sait que le poids objectif n'explique souvent pas toujours (tout) le processus de violence. Cette problématique pourrait donc être complétée en prenant en compte les cadrages et représentations de ces causes socio-économiques par les individus et les groupes dans la légitimation ou le recours à la violence, la structuration des colères, mais aussi les alternatives perçues (en termes d'« empowerment ») qui renvoient moins à une dimension strictement objectiviste et à des variables figées, qu'à des dimensions plus dynamiques et phénoménologiques.

8.6. Notons ici un paradoxe, une énigme levée lors de recherches toujours en cours : comment se fait-il que les mesures de la violence criminelle fassent apparaître une baisse objective dans des pays comme l'Afrique du Sud ou dans de grandes villes aux États-Unis, et que les représentations collectives continuent à se structurer autour de la peur, justifiant des mesures dites répressives : **militarisation du maintien de l'ordre, incantations répressives et guerrières, « war on crime », incarcérations de masse, populismes punitifs, « stop and search » policing... ?**

**Les mouvements actuels contre la violence policière aux États-Unis et en France post loi El Komri et Gilets Jaunes est symptomatique de l'émergence d'un problème public qui peut constituer un axe pertinent pour analyser la sortie par un mouvement [politique ? social ?] de la violence dans le rapport entre institutions et société (ou groupes composant cette même société).**

Ce gouvernement politique peut aussi s'observer à travers les **activités de justice**, les procès mais au-delà d'un invariant que nous aimerions creuser : celui de **l'exceptionnalisme comme gouvernement de la violence**. On veut parler ici de la question de l'exception, exceptionnalisme comme mode de gouvernement en situation de violence en prenant en compte les effets réels, bénéfiques mais aussi inattendus et pervers des politiques publiques de gestion de la violence proposant une protection en utilisant des moyens exorbitants.

**Les mouvements actuels contre la violence policière aux USA est symptomatique de l'émergence d'un problème public qui peut constituer un axe pertinent pour analyser la sortie par un mouvement de la violence produite par les institutions.**

Ce gouvernement de la violence peut être également infra-politique, **recoupant ainsi des régulations infra-sociales et endogènes de la violence, intra-communautaires, par le travail sous-étudié de médiateurs endogènes**. C'est une piste travaillée en particulier par Bartolomeo Conti dans la région de Nice et que nous aimerions creuser à Toulouse et dans la région de Barcelone. Il se peut en effet que des communautés stigmatisées comme productrices de violence (les groupes salafistes, par exemple ou autres intransigeances religieuses) travaillent silencieusement dans un sens inattendu de régulation sociale et de prise en charge infra locale de problèmes qui pourraient, s'ils ne sont pas traités, déboucher sur la violence.

## **9. Autres travaux en cours de réalisation**

Plusieurs chantiers issus des premiers travaux conduits dans le cadre de cet axe sont actuellement en cours de réalisation.

9.1. Dans une perspective empruntant aux deux précédentes, une recherche menée par Jérôme Ferret, Bruno Domingo avec la participation occasionnelle de Max Lagarrigue (qui a suivi dans son intégralité le procès d'Abdelkader Merah à Paris en novembre 2017) est également en cours sur la genèse des radicalités liées à l'islam radical violent dans le département de la Haute-Garonne et les départements limitrophes en lien avec la Préfecture 31.

La région de Toulouse (comme celle de Strasbourg) a en effet été marquée par les attentats de Mohamed Merah en 2012 et a constitué le support, au moins depuis les années 1990, de la constitution de la « filière d'Artigat » dont un certain nombre de membres ont aujourd'hui rejoint les rangs de l'État islamique. L'enjeu est ainsi de se détacher des analyses macro sur ces questions pour se focaliser, à une échelle locale, sur les trajectoires individuelles et groupales et à saisir l'engagement dans le terrorisme par le bas et à partir d'une perspective sociogénétique.

9.2. Article (work in progress) par Bruno Domingo, FarhadKhosrokhavar et Jérôme Ferret à publier in *Violence. A Journal*, courant 2021.

9.3. Article (work in progress) de Marie Kortam intitulé *Usbat Al-Ansar de la radicalisation violente à la dé-radicalisation*.

9.4. Rapport sur les « parcours dits de réussite » des jeunes de la Protection Judiciaire de la Jeunesse. A partir de plusieurs entretiens qualitatifs conduits auprès de 5 jeunes qui sont sortis de la délinquance et de leurs éducateurs, il s'agit de comprendre comment ces publics analysent la sortie de la carrière délinquante en mobilisant leurs subjectivités et leur réception du travail éducatif et de la contrainte sociale et pénale.

9.5. Finalisation du terrain en Catalogne et reprise du terrain au Pays Basque espagnol et projet de publication d'un court essai sur *Ripoll* par Jérôme Ferret.

### **Bibliographie indicative mobilisée :**

Abbott A. 2015. « Le monde est un monde d'événements (traduit de l'anglais par Sarah Martin) », *Raisons politiques*, 2015/4 (N° 60), pp 45 à 64.

Abbott A. 2016. *Processual sociology*. University of Chicago Press.

Adraoui A .2013. *Du golfe aux banlieues. Le salafisme mondialisé*. Paris : PUF, collection Proche-Orient.

Anwen Elias, Ludger Mees. 2017. “Between accommodation and secession: Explaining the shifting territorial goals of nationalist parties in the Basque Country and Catalonia”, *REAF* núm. 25, abril 2017, p. 129-165.

Baouz K. 2016. *Plongée au cœur de la fabrique djihadiste*. Editions First.

Benslama F. 2016. *Un furieux désir de sacrifice. Le surmusulman*. Paris : Seuil.

Bidart. C. 2010. « Bifurcations biographiques et ingrédients de l'action ». Marc Bessin, Claire Bidart, Michel Grossetti. *Bifurcations. Les sciences sociales face aux ruptures et à l'événement*, La Découverte, pp.224-238, 2010, Recherches. ([halshs-00453019](https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00453019)).

Bouzard D. Benyettou F. 2017. *Mon djihad*. Editions Autrement.



- Cano Paños M.A. Barquin Sanz J. 2012. « Le régime pénitentiaire pour les terroristes en Espagne : la prison, une arme pour combattre l'ETA ». *Revue internationale de droit pénal*, 2012/3 (Vol. 83), p. 413-458.
- Chalvidant J. 2003. *ETA, l'enquête*. Le Coudray-Macouard, Éditions Cheminements, 426 p.
- Crettiez, X. and Ferret, J. 1999. *Le silence des armes ? L'Europe à l'épreuve des séparatismes violents*. Paris: La Documentation Française.
- Crettiez X. 2010. « Violences nationalistes au Pays Basque ». *Cultures & Conflits* [En ligne], 77 | Printemps 2010, mis en ligne le 13 septembre 2011, consulté le 30 septembre 2016.
- Dubar C. Nicourd S. 2017. *Les biographies en sociologie*. Paris, La découverte, collection Repères.
- Domingo B. 2018. *Prévention de la radicalisation : comprendre pour agir*, Gazette des Communes – Editions Territorial.
- Domingo, B. 2020. *Terrorisme : prévenir et réagir par l'action locale*, Gazette des Communes – Editions Territorial.
- Glaser B.G., Strauss A. 2017. La découverte de la théorie ancrée. *Strategie pour la recherche qualitative*. Armand Colin.
- Farrington D., Kazemian L., Piquero A. (ed.). 2018. *The Oxford Handbook of Developmental and Life-Course Criminology*, Oxford University Press.
- Ferret J. 2009. « La violence politique totale : quatre vertus sociologiques paradoxales », *Revue Internationale de Sociologie*, 19 : 3, 379-386
- Ferret J. 2014. "Young radical nationalists: Prisoners of their own myth? The case of the Kale Borroka in the Spanish Basque country". *Current Sociology*, 2014, Vol. 62(7) 1017–1035.
- Ferret J. 2015. *Violence politique totale, un défi pour les sciences sociales*, Lemieux éditeur.
- Ferret J. 2016. *Crisis social, movimientos y sociedad en Espana hoy*. Sibirana.
- Ferret J., Collins R. 2018. "On the Internal Dynamics of the Conflict/Violence. Process: A Discussion with Randall Collins". Springer. Amsoc.
- Ferret J., Khosrokhavar F., Domingo B., 2019. "Pour une lecture anthropologique, compare et située de la radicalisation », *International Panel International sur la sortie de la violence (IPEV) – Rapport final*, Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH) et Carnegie corporation of New-York, pp.13-33.

- Grossetti M. *Sociologie de l'imprévisible. Dynamiques de l'activité et des formes sociales*. Paris, PUF, collection Sociologie d'aujourd'hui.
- Hafez M., Mullins C. 2015. The Radicalization Puzzle: A Theoretical Synthesis of Empirical Approaches to Homegrown Extremism. *Studies in Conflict & Terrorism*, 38:11, 958-975
- Hermant D. 1992. La question basque au miroir de la violence, *Cultures & Conflits* [En ligne], 07 | automne 1992, mis en ligne le 06 janvier 2003, consulté le 30 septembre 2016.
- Inge A. 2016. *The Making of a Salafi Muslim Woman Paths to Conversion*. Oxford university Press.
- Izquierdo JM. 2003. *Le Pays-Basque en France*. L'Harmattan.
- Izquierdo JM. 2004. Trajectoires nationalistes. Les nationalismes en Pays Basque français et espagnol. *Pôle Sud*, 2004/1 (n° 20), pp. 47-61.
- Izquierdo JM. 2006. Comment parler de l'ETA ? Lecture des ouvrages de Jean Chalvidant, Antonio Elorza et Fernando Reinares. *Cultures & Conflits* [En ligne], 61 | printemps 2006, mis en ligne le 17 mai 2006, consulté le 30 septembre 2016.
- Kepel G. 2015. *Terreur dans l'Hexagone*. Paris, Gallimard.
- Khosrokhavar F. 2014. *Radicalisation*. Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, coll. « Interventions », 191 p.
- Khosrokhavar F. 2015. Nouveau paradigme de radicalisation en prison. *Cahiers de la sécurité et de la justice*, n° 30, pp. 12-21.
- Khosrokhavar F. 2016. *Prisons de France, violence, radicalisation, déshumanisation : surveillants et détenus parlent*. Paris, Robert Laffont, coll. « Le monde comme il va ».
- Khosrokhavar F. 2018. *Le nouveau jihad en Occident*. Paris, Seuil, collection La couleur des idées.
- Lacroix I. 2011. Les négociations d'une politique linguistique au Pays basque. *Sociétés contemporaines*, 2011/2 (n°82), pp. 5-29.
- Lacroix I. 2013. « C'est du vingt-quatre heures sur vingt-quatre ! ». Les ressorts du maintien de l'engagement dans la cause basque en France. *Politix*, 2013/2 (N° 102), pp. 35-61.
- Leonisio R., Molina Aparicio F., Muro D. 2017. *ETA's Terrorist Campaign. From Violence to Politics, 1968–2015*. Routledge.

- Louizi M. 2016. *Pourquoi j'ai quitté les frères musulmans. Retour éclairé vers un islam apolitique*. Éditions Michalon.
- Loyer B. Aguerre C. 2008. Terrorisme et démocratie : les exemples basque et catalan. *Hérodote*, n° 2008/3 (n° 130), pp. 112-145.
- Loyer B. 2015. « Conflit et représentations du conflit au Pays basque : la fin de l'ETA », *Hérodote* 2015/3 (n° 158), pp. 16-38.
- Micheron H. 2020. *Le jihadisme français : Quartiers, Syrie, Prisons*. Paris : Gallimard.
- Murua I. 2017. *Ending ETA's Armed Campaign. How and Why the Basque Armed Group Abandoned Violence*. Routledge.
- Perez-Agote A. 2006. *The Social Roots of Basque Nationalism*. Reno: University of Nevada Press.
- Perez-Agote A. 2010. « Prophétie auto-réalisée et deuil non résolu. La violence politique basque au XXIe siècle » in Crettiez et al., *Les violences politiques en Europe*, La Découverte « Recherches », pp. 105-122.
- Rogelio A. Bada J. 2016. "What role have former ETA terrorists played in counter terrorism and counter radicalization initiatives in Spain?", *Studies in Conflict & Terrorism*.
- Roy O. 2016. *Le djihad et la mort*. Paris : Seuil.
- Sánchez-Cuenca I. 2007. The Dynamics of Nationalist Terrorism: ETA and the IRA, *Terrorism and Political Violence*, 19:3, 289-306.
- Suc M. 2016. *Femmes de djihadistes*. Paris : Fayard.
- Suc M. 2018. *Les espions de la terreur*. Harper Collins.
- Thomson D. 2014. *Les Français jihadistes*. Les Arènes.
- Thomson D. 2016. *Les Revenants*. Les Arènes.
- Torres P. Borredon L. 2016. *Jeunesses en révolution. Itinéraires de la France à la Syrie*. La découverte.
- Touraine A. 2018. *Défense de la modernité*. Paris, Seuil, collection La couleur des idées.
- Van den Broek HP 2015. Labelling and Legitimization: Justifying Political Violence in the Basque Country. *Terrorism and Political Violence*. DOI: 10.1080/09546553.2014.995788.
- Vallat D. 2016. *Terreur de jeunesse*. Calman Levy.

Vuelta Samuel S. Olivier-Maurel P. 2012. *La justice française contre ETA*. PUF, coll. Questions judiciaires.

Wieviorka M. 1997. ETA and Basque political violence » in David Apter (ed.), *Legitimization of violence*, Mc Millan, London, pp. 293-348.

Wieviorka M. 2020. *Pour une démocratie de combat*. Paris, Robert Laffont, collection: Le monde comme il va.

Zegnani S. 2013. *Dans le monde des cités. De la galère à la mosquée*